

## APPEL À CONTRIBUTION

### Vers une sociologie de la transition écologique

Les projets de transition écologique, de transition vers l'économie verte ou « sobre en carbone », de villes et de quartiers « en transition » mobilisent aujourd'hui un grand nombre d'acteurs de toutes les sphères de la société – qu'il s'agisse du monde de la politique nationale ou internationale, des réseaux d'ingénieurs et d'experts des technologies et énergies propres, des mouvements écologistes et citoyens, et bien sûr des universités et du monde académique. En outre, parmi ceux qui évoluent dans cette dernière catégorie, on constate une forte présence des économistes, des urbanistes et, dans une moindre mesure, des spécialistes des politiques publiques. La sociologie, quant à elle, semble jusqu'à maintenant se cantonner à l'étude des mouvements sociaux qui se réclament d'une certaine transition écologique, mais elle n'a pas encore produit d'analyse poussée de l'émergence de la transition dans l'espace public et des transformations que cela implique.

Pourtant, la sociologie – et en premier lieu la sociologie de l'environnement – est dans une position privilégiée pour saisir la problématique des transformations sociales que suppose la notion de transition, qui se définit de manière générique comme le passage d'un état vers un autre. La contribution sociologique est d'autant plus nécessaire que les constructions théoriques actuelles sur la notion de transition écologique présentent des failles. Ces failles sont de trois ordres et elles ouvrent autant de possibilité de développement analytique :

- Premièrement, la transition est largement comprise de manière technocentriste : elle est pensée comme un processus avant tout technologique et économique. Elle fait écho en ce sens à la théorie de la modernisation écologique qui depuis déjà plus de 30 ans prédit une adaptation plus ou moins spontanée du complexe politico-industriel aux défis posés par la crise écologique globale. Or, les indicateurs des sciences du globe sur la santé des grands systèmes écologiques pointent tous vers l'atteinte imminente de points de basculement, ce qui entraînera des catastrophes écologiques sans précédents. *Peut-on encore attendre la modernisation écologique? La sociologie, à tout le moins, peut s'interroger sur la nature des changements sociotechniques que l'on regroupe dans la catégorie « transition »;*

- Deuxièmement, certaines des théorisations les plus avancées de la transition reposent sur une épistémologie systémiste qui fait apparaître le changement social comme un niveau de complexité « émergeant » de l'emboîtement de niveaux inférieurs que sont les écosystèmes, les organismes, etc. L'utilisation de l'approche systémique ou d'autres « naturalismes » n'est pas nouvelle en sociologie et il lui est généralement reproché d'occulter les enjeux de pouvoir et de domination, ou encore de sous-évaluer l'importance des acteurs et de l'agentivité. *Il convient donc de rechercher des fondements théoriques sociologiques non réductionnistes pour conceptualiser la transition;*

- Troisièmement, la transition écologique est génératrice d'un grand nombre de discours et de pratiques hétérogènes et parfois antagoniques, portant tout autant sur la planification

économique centralisée que sur les exercices collectifs de *forecasting* et de *backcasting*, la prise en charge citoyenne de l'aménagement local des quartiers, l'invention de nouveaux modèles d'entreprises, l'innovation sociale et technique, etc. S'il est vrai que ces discours et pratiques sont parfois théorisés dans le cadre de l'approche de la dualité structurelle (Giddens), il est tout aussi vrai que *la sociologie peut contribuer davantage à la compréhension des changements qui s'opèrent actuellement à diverses échelles, et de ceux qui sont à prévoir dans le cadre d'une transition écologique.*

En somme, ce numéro des *Cahiers de recherche sociologique* appelle les contributeurs à user d'imagination sociologique afin d'offrir des pistes nouvelles d'analyse de la transition écologique.

**Les propositions d'articles (300 mots maximum) doivent être adressées à René Audet, Département de stratégie, responsabilité sociale et environnement, Université du Québec à Montréal ([audet.rene@uqam.ca](mailto:audet.rene@uqam.ca)) ou à Jean-François Côté, directeur des Cahiers de recherche sociologique ([cote.jean-francois@uqam.ca](mailto:cote.jean-francois@uqam.ca)), d'ici le 27 mars 2015; les auteur-e-s seront avisé-e-s des propositions retenues le 3 avril. Les articles devront être envoyés au plus tard le 30 mai 2015.**